

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Maintenance multimarques, préventive et corrective
des équipements de restauration et logistique pour
production chaude, froide et lavage**

Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 30 Juin 2025 à 12:00

HOPITAL NOVO
6 Avenue de l'Île de France
95300 PONTOISE

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Maintenance multimarques, préventive et corrective des équipements de restauration et logistique pour production chaude, froide et lavage
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	10
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	12 mois reconductible 3 fois 12 mois
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature.....	5
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
5.2 - Visites sur site	8
Visites de site (facultatives mais recommandées).....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des accords-cadres	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
8 - Renseignements complémentaires.....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Maintenance multimarques, préventive et corrective des équipements de restauration et logistique pour production chaude, froide et lavage

Lieux d'exécutions :

Hôpital NOVO (tous les sites)

Adresse : 6, Avenue de l'Ile-de-France, 95300 Pontoise

SIRET : 26950015300011

Hôpital NOVO, Site de Pontoise et sites annexes

Adresse : 6, Avenue de l'Ile-de-France, 95300 Pontoise

Hôpital NOVO, site de Marines

Adresse : 12 Bd Gambetta, 95640 Marines

Hôpital NOVO, site de Magny

Adresse : 38 Rue Carnot, 95420 Magny-en-Vexin

Hôpital NOVO, site d'Aincourt

Adresse : Parc de la bucaille, 95510 Aincourt

Hôpital NOVO, site de Beaumont-sur-Oise et sites annexes

Adresse : 25 Rue Edmond Turcq, 95260 Beaumont-sur-Oise

Hôpital NOVO, site de Carnelle (Fermeture courant 2025)

Adresse : 10 All. de la Font au Roy, 95270 Saint-Martin-du-Tertre

Hôpital NOVO, site des Oliviers à Beaumont-sur-Oise

Adresse : 1 Chemin. de l'Orée Carnelle, 95260 Beaumont-sur-Oise

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec un montant estimatif de 2 475 000,00€ HT et de 4 850 500,00€ HT maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 10 lots :

Lot(s)	Désignation	Montant HT estimé sur la durée totale du marché	Montant maxi HT sur la durée totale du marché
01	Équipement chaud	100 000€	250 000€
02	Équipement froid (comprenant maintenance des dispositifs de contrôle des températures avec report des alarmes associés)	700 000€	1 200 000€
03	Équipement thermo scellage	400 000€	800 000€
04	Petit matériel divers	50 000€	150 000€
05	Équipement de lavage	200 000€	400 000€
06	Hottes et gaines	250 000€	500 500€
07	Équipement à air comprimé dans le cadre du thermoscellage (restauration collective)	120 000€	250 000€
08	Équipement de blanchisserie	100 000€	200 000€
09	Équipement de bionettoyage	200 000€	400 000€
10	Équipement de remise en température	355 000€	700 000€

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
01	50324200-4	Services de maintenance préventive
02	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
02	50324200-4	Services de maintenance préventive
03	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
03	50324200-4	Services de maintenance préventive
04	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
04	50324200-4	Services de maintenance préventive
05	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
05	50324200-4	Services de maintenance préventive
06	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
06	50324200-4	Services de maintenance préventive
07	50324200-4	Services de maintenance préventive
08	50324200-4	Services de maintenance préventive
08	50881000-4	Services de réparation et d'entretien de matériel d'hôtellerie

09	50324200-4	Services de maintenance préventive
09	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
10	50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration
10	50324200-4	Services de maintenance préventive

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- ANNEXE A - OFFRE FINANCIERE - BPU à compléter par le candidat
- ANNEXE B - QUESTIONNAIRE TECHNIQUE - CRT - à compléter par le candidat
- ANNEXE C - TECHNICIENS CANDIDAT - CRT - à compléter par le candidat
- ANNEXE D - RSE et DEVELOPPEMENT DURABLE - RSE - à compléter par le candidat
- ANNEXE E - PROPOSITION VISITES PREVENTIVES - CRT - à compléter par le candidat- Annexe A - BPU
- Annexe RGPD
- ANNEXE 1 -Liste des équipements de l'HOPITAL NOVO par LOTS
- ANNEXE 2 - LISTE CONSOMMABLES / INGRÉDIENTS
- ANNEXE 3 - LOT 10 - Bornes et chariots SOCAMEL (répartition par services sur Pontoise)
- ANNEXE 4 - LOT 2 - Pontoise - Etat des lieux des installations frigorifiques
- ANNEXE 5 - LOT 2 - Beaumont - PLAN
- ANNEXE 6 -LOT 2 - CERFA - 15497-04
- ANNEXE 7 - FICHE INCIDENT
- Attestation Russie

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

- DC1 et DC2 ;
- Pouvoirs ;
- Copies des jugements en cas de redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur relative aux obligations fiscales, sociales, condamnations... ;
- Déclaration sur l'honneur relative aux obligations d'emploi de travailleurs handicapés ;
- Déclaration des effectifs moyens, personnel d'encadrement ;
- Références ;
- Attestation Assurance professionnelle, attestation responsabilité civile
- Attestation Russie

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes A, B, C, D et E (en 2 versions : PDF signées et tamponnées et Excel)	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Oui
Le mémoire technique et justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Oui
Annexe RGPD	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Visites de site (facultatives mais recommandées)

Dans le cadre du présent marché, **aucune visite de site n'est obligatoire**. Aucune attestation de visite ne sera exigée et l'absence de participation à une visite **n'entraînera pas l'irrégularité de l'offre**.

Toutefois, afin de permettre aux candidats d'appréhender au mieux la diversité, la vétusté et les spécificités techniques des équipements concernés, **les visites restent vivement recommandées**.

Elles seront organisées par thème, en lien avec les lots du marché, et se dérouleront sur plusieurs sites du territoire, notamment à **Pontoise, Beaumont-sur-Oise** et dans le **Vexin**.

La **visite du site de Pontoise** est particulièrement conseillée, en raison de sa taille, de sa complexité et de ses caractéristiques techniques spécifiques.

Aucune question technique ne sera traitée lors des visites. Conformément au principe d'égalité de traitement des candidats, toutes les questions doivent être posées exclusivement via la plateforme PLACE www.marches-publics.gouv.fr. Les réponses apportées seront partagées avec l'ensemble des candidats.

Inscription préalable obligatoire aux visites

Pour des raisons d'organisation, les candidats souhaitant participer à une visite doivent impérativement signaler leur présence au moins 48 heures à l'avance via la messagerie : elodie.de-mesquita@ght-novo.fr

L'inscription devra comporter :

- le nom de l'entreprise (ou de l'entité),
- le nom du ou des visiteurs,
- leur adresse courriel,
- ainsi que leur numéro de téléphone mobile.

Toute demande transmise hors délai ou par un autre canal ne pourra être garantie comme transmise au responsable de la visite. Le point de Rendez-vous est DEVANT le PC sécurisé pour chaque établissement.

En cas de retard, aucun accompagnement ou reprise de visite ne sera assuré : les candidats doivent se présenter à l'heure exacte au point de rendez-vous fixé devant les postes de sécurité des sites concernés.

N°	Date	Site	Sujet	Avec	Horaire	Durée
Visite n°1	27-mai	Pontoise	Blanchisserie + Bionettoyage	M. Bernard/ C. Friand	10h00	Matinée
Visite n°2	27-mai	Aincourt	Blanchisserie + Bionettoyage	N. Faudeau	14h00	Après-midi
Visite n°3	28-mai	Pontoise	Visite principale offices : Remise en T° + Lavage + froid	P. Chenet	8h30	Matinée
Visite n°4	05-juin	Beaumont	Visite principale UCPA Chaud + froid + petit matériel + lavage et batterie +conditionnement + gainés et hottes	S. Buchwald /I. Labruyere	8h30	Matinée
Visite n°5	12-juin	Pontoise	Visite principale UCPA : Chaud + Froid UCP + Petit matériels + conditionnement + gainés et hottes	O. Chassefont	8h30	Matinée
Visite n°6	A déterminer (juin)	Vexin, site de départ Aincourt	Visite UCPA + Offices Aincourt + Visite Offices Magny + Visite UCPA + Offices Marines	C. Villeneuve	8h30	Matinée, peut-être TOUTE LA JOURNEE

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

HOPITAL NOVO
Service juridique des marchés - bâtiment S
6 Avenue de l'Île-de-France
95300 PONTOISE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Valeur technique (Annexe B, C et E)	60.0 %
2-RSE / Développement durable (Annexe D)	5.0 %
3-Prix des prestations (Annexe A)	35.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif

estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2 Boulevard de l'Hautil
95000 CERGY

Tél : 01 30 17 34 00

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.